

OBSERVATOIRE DE LUTTE  
CONTRE LA CORRUPTION ET LES  
MALVERSATIONS ECONOMIQUES  
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT  
AGAINST CORRUPTION AND  
ECONOMIC EMBAZZLEMENT  
TRANSPARENCE

Réf : 013/OLUCOME/08/2018.

Bujumbura, le 29 / 08 / 2018

**Transmis copie pour information à :**

- Son Excellence Monsieur Pascal NYABENDA, Président de l'Assemblée Nationale, avec les assurances de notre très haute considération.

à **BUJUMBURA**

- Son Excellence Monsieur Réverien NDIKURIYO, Président du Sénat, avec les assurances de notre très haute considération.

à **BUJUMBURA**

A Son Excellence Monsieur Pierre NKURUNZIZA, Président de la République du Burundi, avec les assurances de notre plus haute considération.

à **BUJUMBURA**

**Objet : Les dangers de la corruption qui  
menacent le Burundi plus particulièrement  
le secteur de l'Education**

Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi,

1. Nous avons un grand honneur de nous adresser auprès de votre plus haute autorité pour vous soumettre les dangers de la corruption qui menacent le Burundi plus particulièrement le secteur de l'Education.

En effet, Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi, Monsieur Benjamin Manirambona, directeur du Lycée technique de Buterere a été arrêté vendredi le 10 août au lycée du Lac Tanganyika pour présomption de tricherie à l'examen d'Etat. Madame Janvière

Ndirahisha, Ministre de l'Education s'est dépêchée sur les lieux et a témoigné que ce directeur était en uniforme de lycéen et tête rasée, et faisait l'examen d'Etat en tant qu'un élève.

2. Pour Madame Janvier Ndirahisha, il y a quelque chose de louche dans cette affaire. «Il ne peut pas le faire pour rien. Soit il passait l'examen pour le compte d'un élève, soit il était là sur un nom fictif pour aider les élèves de son établissement contre un pot de vin». Ainsi, elle a demandé à la police de mener des enquêtes pour «appréhender d'autres qui seraient impliqués». Elle parle notamment du représentant légal de ce lycée "cité par l'accusé". La ministre de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle interpelle tous les Burundais à prendre conscience de l'éducation de leurs enfants. «L'éducation de base est fondamentale pour tous».

Après un procès de flagrance, une peine de cinq ans de servitude pénale et dix ans sans exercer aucune fonction publique a été prononcé contre ce directeur du Lycée Technique de Buterere, Benjamin Manirambona.

3. Excellence Monsieur le Président de la République, l' OLUCOME saisit cette occasion pour remercier la Ministre de l'éducation de la manière dont elle s'est comportée vis-à-vis des grands corrupteurs dans le secteur de l'éducation, tout en rappelant qu'il y a un autre cas de Monsieur HASABUMUKAMA Pierre, enseignant de l'ECOFO KAJEKE, Direction Communale de l'Enseignement (DCE) BUBANZA, Direction Provinciale de l'Enseignement (DPE) BUBANZA qui a dénoncé le cas de tricherie au centre de passation du concours national de certification et d'orientation de MITAKATAKA, édition 2018. De ce jour, l'intéressé a subi des menaces de mort à tel point qu'il ne logeait plus à son domicile et ne se présentait plus au service. Vu l'acte louable qu'il a posé, la Ministre de l'éducation a sollicité l'intervention du Ministre de l'intérieur, de la Formation Patriotique et du développement local pour sa protection contre les administratifs de plusieurs secteurs provinciaux. Mais l'intéressé a fini par se cacher suite aux menaces de mort qui pèsent sur lui.

4. En effet, Excellence Monsieur le Président de la République, pour le premier cas, selon les enquêtes menées par l'OLUCOME, il y a eu des tractations au sein de la ligue de jeunes IMBONERAKURE pour tenter d'obtenir la libération de Monsieur Benjamin MANIRAMBONA, directeur du Lycée Technique de Buterere, sous prétexte qu'il allait se marier bientôt, mais la vraie raison n'était autre que ce dernier est membre de la ligue des jeunes du parti au pouvoir CNDD-FDD. Suite à cette tentative, l'OLUCOME craint que la juridiction d'appel va le faire comme cela a été pour d'autres cas similaires notamment le cas de Melchiade Nzopfabushe.

5. Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi, les deux cas ci-hauts cités ne sont qu'une illustration de la corruption qui ronge le secteur de l'éducation, alors que l'éducation de base est fondamentale pour les générations futures et l'avenir du pays. Etant donné que pour le moment, les corrompus sont devenus les plus forts et plus soutenus à tel point que toute personne qui ose les dénoncer se voit menacée et risque sa vie, nous craignons que même la Ministre de l'éducation puisse elle aussi avoir des problèmes suite à un combat si noble qu'elle a engagé.

ef

6. Vu que les Objectifs du Développement Durable « ODD » sont irréalisables avec un système de l'éducation pourri, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

- Que la Ministre de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle soit soutenue par d'autres Ministères comme celui de la Sécurité Publique et celui de la Justice ;
- Qu'il y ait les Etats généraux du secteur de l'éducation pour que des mesures draconiennes soient prises pour juguler la corruption dans le secteur de l'éducation au Burundi ;
- Que les dénonciateurs soient encouragés en les remerciant officiellement. Au cas où l'Etat ne le ferait pas, l'OLUCOME s'engage à le faire ;
- Que les prévenus soient punis exemplairement et que des stratégies de protection des dénonciateurs soient arrêtées conformément à la convention des Nation Unies contre la corruption et celle de l'union africaine pour la prévention et la lutte contre la corruption ;
- Que la justice fasse son travail en toute sa liberté et indépendance.
- Ceux qui lisent en copie cette correspondance devraient aider dans la mise en application de ces recommandations.

Veuillez croire, Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi à l'expression de notre plus haute considération.

**Pour l'OLUCOME**

Gabriel RUFYIRI

Président



**CPI à :**

- Son Excellence Madame la Ministre de l'Education,  
de la Formation Technique et Professionnelle ;
- Son Excellence Madame la Ministre de la Justice,  
de la Protection civique et Garde des sceaux ;
- Son Excellence Madame la Ministre chargée de  
la Bonne Gouvernance ;
- Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Intérieur,  
de la Formation Patriotique et du développement local ;

**à Bujumbura**